



Procédure adaptée

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## Règlement de la consultation

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

### Pouvoir adjudicateur

---

NANTES MÉTROPOLE  
Adresse : 2, cours du champ de mars  
44923 NANTES Cedex 9

### Objet de la consultation

---

Carquefou – Aménagement de l'allée des Sapins et sécurisation du carrefour VM37

### Maître d'œuvre

---

SAS CÉRAMIDE  
17 rue du Tertre  
44470 CARQUEFOU

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

## **ARTICLE 1 - Objet de la consultation**

### **1.1 - Objet de la consultation**

La présente consultation a trait à **l'aménagement de l'allée des Sapins et la sécurisation du carrefour VM37 à Carquefou.**

Sur l'allée des Sapins, il convient de requalifier les espaces publics pour notamment mettre en accessibilité et sécuriser les cheminements piétons et cycles, apaiser les circulations, désimperméabiliser et végétaliser les espaces.

Afin de sécuriser son débouché sur la VM 37, il convient d'aménager le carrefour en giratoire.

Lieu d'exécution : Carquefou.

**Le marché comporte une clause d'insertion professionnelle de publics éloignés de l'emploi pour les lots n°01 – Voirie et n°02 : Réseaux souples**

Il s'agit **d'un marché ordinaire.**

### **1.2 - Mode de consultation**

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

### **1.3 - Décomposition de la consultation en tranches et en lots**

Le présent marché ne comporte pas de tranche.

Les prestations sont réparties en 3 lots :

<b>Lot</b>	<b>Intitulé</b>
1	Voirie
2	Réseaux souples
3	Espaces verts

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Néanmoins, un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

### **1.4 – Groupement d'entreprises**

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

**1.5 - Nomenclature**

Classification principale	
Lot n°1 : Voirie	
CPV	45233252-0 – Travaux de revêtement de rues
Lot n°2 : Réseaux souples	
CPV	45316110-9 – Installation de matériel d'éclairage public
Lot n°3 : Espaces verts	
CPV	45112700-2 Travaux d'aménagement paysager

**1.6 – Clause obligatoire d'insertion professionnelle pour les lots n°1 et n°2**

Le Donneur d'Ordre est engagé dans une démarche volontaire de promotion de l'emploi et lutte contre l'exclusion. Le cahier des charges du présent marché intègre une condition d'exécution liée à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi en application des articles L2111-1 et L2112-2 du code de la commande publique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion particulières.

A ce titre, elle s'engage à réaliser, au minimum, le volume d'heures d'insertion suivant :

N° du lot	Désignation du lot	Nombre d'heures d'insertion à effectuer
<b>1</b>	<b>Voirie</b>	<b>700 H</b>
<b>2</b>	<b>Réseaux souples</b>	<b>200 H</b>

L'article du CCAP relatif aux conditions particulières d'exécution de la clause sociale précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Pour tout renseignement complémentaire, il est possible de contacter la Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales :

Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales de Nantes Métropole

Service Emploi et Insertion / Direction Économie et Emploi Responsables

Tél. : 02 40 99 32 91 - [clausesociale@nantesmetropole.fr](mailto:clausesociale@nantesmetropole.fr)

2 cours du Champ de Mars – 44923 NANTES cedex 9

**ARTICLE 2 - Conditions de la consultation****2.1 - Durée – Délais d'exécution**

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

**2.2- Variantes facultatives et obligatoires****2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)**

Les concurrents doivent impérativement présenter une offre entièrement régulière au regard du dossier de consultation (solution de base).

Mais ils peuvent également proposer, conformément à l'article R2151-8 et suivants du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pourvu que celles-ci respectent les exigences minimales détaillées suivantes :

### **Lot n°1 - Voirie**

**Variante facultative n°1** : la variante acceptée sur ce lot portera uniquement sur la **structure de chaussée et pas sur la couche de roulement**.

Les candidats devront justifier le dimensionnement des structures qu'ils présentent. Ils pourront proposer pour les couches de base des matériaux différents de ceux indiqués dans le présent marché, à condition que les nouvelles structures aient une résistance et une tenue dans le temps au moins équivalentes à celles prévues au CCTP. **Une note de calcul précise et détaillée devra être jointe au mémoire justificatif** et devra démontrer la validité des solutions proposées.

Les variantes doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes :

- réponse au besoin fonctionnel détaillé par le C.C.T.P.
- respect des normes et/ou exigences fonctionnelles minimum ou maximum mentionnées par ce même C.C.T.P, lorsque la variante porte notamment sur les produits ou les modalités d'exécution des prestations.
- intangibilité des clauses du C.C.A.P.

Ce ou ces variantes devront être entièrement décrites techniquement et financièrement dans un document indépendant de l'offre de base. Le montant devra être reporté à l'Acte d'engagement. Les candidats indiqueront les adaptations ou modifications au C.C.T.P. et le cas échéant, aux pièces financières, qui sont nécessaires.

### **2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)**

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

### **2.3- Prestation supplémentaire éventuelle**

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

### **2.4- Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation ».
- x L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes.
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et ses annexes éventuelles.
- x Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), propre à chaque lot.
- x Les pièces graphiques,
- x Les demandes de Travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux,
- x Les analyses relatives à l'amiante,
- x Les investigations complémentaires.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques**

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

##### **4.1 - Contenu de la candidature électronique**

<b>Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>
<b>Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat</b>
<b>Formulaire DC1* (Lettre de candidature)</b> , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
<b>Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat</b>
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Attestation d'assurance : Preuve d'une assurance pour les risques professionnels (responsabilité civile et décennale en cours de validité)
RIB
<b>Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles</b>
<b>Formulaire DC2* (Déclaration du candidat)</b> , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Carte professionnelle valide des personnes intervenants sur le chantier
Déclaration d'effectifs : Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références de travaux similaires : Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

\*disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

#### 4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
<b>L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles</b> , dûment complétés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire <b>DC4</b> ( <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a> ) dûment renseigné
<b>Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)</b> , dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres)  <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
<b>Le mémoire technique (à produire pour chaque lot), au sein duquel le candidat précisera ou produira :</b>  <b>Pour les 3 lots :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>le planning d'exécution détaillé doit être conforme au planning d'exécution du DCE, en adéquation avec les contraintes du site et avec les moyens humains et matériels affectés au chantier afin de respecter les délais de réalisation du planning d'exécution du DCE.</li> <li>l'organisation générale et spécifique que le candidat entend adopter pour la réalisation des travaux (sécurité, balisage, stockage, phasage, circulation, maintien des accès riverains, des continuités douces et services publics et des continuités actives, protection des arbres existants et à conserver).</li> <li>la gestion des nuisances, l'impact environnemental des matériaux que le candidat se propose d'utiliser (fiches techniques à fournir notamment), ainsi que l'optimisation du transport que le candidat projette d'adopter.</li> </ul> <b>A ajouter pour le lot n°2 :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les mesures que le candidat projette pour assurer une bonne coordination des travaux d'effacement de réseaux (liaisons B, interfaces riverains, interfaces concessionnaires,...)</li> </ul> <b>A ajouter pour le lot n°3 :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>La qualité des fournitures et des végétaux (fiches techniques ou autre)</li> </ul>

**Remarque** : Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

## **ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres**

**Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont** : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

**Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :**

### **LOT N°1**

<b>Critères</b>	<b>Coefficient</b>
<b>Prix (montant D.Q.E.)</b>	<b>55</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>40</b>
- Pertinence du planning d'exécution détaillé, en adéquation avec les moyens humains et matériels affectés au chantier, afin de respecter le délai de réalisation et la période de travaux souhaitée.	20
- Pertinence de l'organisation générale et spécifique que le candidat entend adopter (sécurité, balisage, stockage, phasage, circulation, maintien des accès riverains, des continuités douces et des services publics, protection des arbres existants et à conserver).	20
<b>Développement durable</b> - Performance des mesures que le candidat projette d'adopter en matière de protection de l'environnement (gestion des nuisances, impact environnemental des matériaux utilisés, optimisation du transport) dans le cadre de l'exécution du marché.	<b>5</b>

### **LOT N°2**

<b>Critères</b>	<b>Coefficient</b>
<b>Prix (montant D.Q.E.)</b>	<b>50</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>45</b>
- Pertinence du planning d'exécution détaillé, en adéquation avec les moyens humains et matériels affectés au chantier, afin de respecter le délai de réalisation et la période de travaux souhaitée.	20
- Pertinence de l'organisation générale et spécifique que le candidat entend adopter (sécurité, balisage, stockage, phasage, circulation, maintien des accès riverains et entreprises, des continuités douces et des services publics, protection des arbres existants et à conserver).	15
- Pertinence des mesures que le candidat projette pour assurer une bonne coordination des travaux d'effacement de réseaux (liaisons B, interfaces riverains, interfaces concessionnaires,...)	10
<b>Développement durable</b> - Performance des mesures que le candidat projette d'adopter en matière de protection de l'environnement (gestion des nuisances, impact environnemental des matériaux utilisés, optimisation du transport) dans le cadre de l'exécution du marché.	<b>5</b>

### **LOT N°3**

<b>Critères</b>	<b>Coefficient</b>
<b>Prix (montant D.Q.E.)</b>	<b>55</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>40</b>
- Pertinence du planning d'exécution détaillé, en adéquation avec les moyens humains et matériels affectés au chantier, afin de respecter le délai de réalisation et la	15

période de travaux souhaitée.	
- Pertinence de l'organisation générale et spécifique que le candidat entend adopter (sécurité, balisage, stockage, phasage, circulation, maintien des accès riverains, des continuités douces et des services publics, protection des arbres existants et à conserver).	15
- Qualité des fournitures et des végétaux	10
<b>Développement durable</b>	
- Performance des mesures que le candidat projette d'adopter en matière de protection de l'environnement (gestion des nuisances, impact environnemental des matériaux utilisés, optimisation du transport) dans le cadre de l'exécution du marché.	5

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

### **Incohérences constatées dans les prix**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **Négociation :**

Dans un premier temps et, si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les 3 entreprises les mieux classées au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

### **ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire**

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.



Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L L2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

#### **ARTICLE 7 - Documents à produire par l'attributaire**

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres sont précisées dans le document Modalités pratiques des échanges électroniques annexé au présent règlement de la consultation.

#### **ARTICLE 8 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Seules les demandes adressées au moins 6 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

**En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt, veuillez envoyer un message à l'adresse contact : [contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)**